



DIVISION DES DROITS DES PALESTINIENS

VINGTIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES SUR LA QUESTION DE PALESTINE
(CINQUIEME SEMINAIRE REGIONAL POUR L'AMERIQUE DU NORD)

Thème : "Les droits inaliénables du peuple palestinien"

Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York
27-28 juin 1988

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1 - 3	3
I. DECLARATIONS LIMINAIRES	4 - 21	3
II. TABLES RONDES	22 - 60	7
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	61 - 76	16

Annexes

I. MESSAGE ADRESSE AU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE	21
II. LISTE DES PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS	22

INTRODUCTION

1. Le vingtième Séminaire des Nations Unies sur la question de Palestine (cinquième séminaire régional pour l'Amérique du Nord) sur le thème "Les droits inaliénables du peuple palestinien" s'est tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York les 27 et 28 juin 1988, en application de la résolution 42/66 B de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1987.
2. M. Alexander Borg Olivier (Malte), Rapporteur du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien était Président, M. Alberto Velazco-San José (Cuba) Vice-Président et M. Tom Obaleh Kargbo (Sierra Leone) Rapporteur du Séminaire.
3. Quatre séances ont eu lieu et six participants ont présenté des communications sur différents aspects de la question de Palestine. Ont également participé au Séminaire les représentants de 40 gouvernements, de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), de deux organes de l'ONU, de six institutions spécialisées et organismes des Nations Unies, de trois organisations intergouvernementales, de trois mouvements de libération nationale ainsi que des observateurs de neuf organisations non gouvernementales (ONG).

I. DECLARATIONS LIMINAIRES

Déclaration du représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

4. M. Naseem Mirza, Chef de la Division des droits des Palestiniens, a pris la parole lors de la séance d'ouverture, au nom du Secrétaire général. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, il a rappelé que des événements extrêmement tragiques s'étaient déroulés au cours des six derniers mois sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza. Dans les résolutions qu'il avait adoptées depuis décembre 1987, le Conseil de sécurité avait déploré les politiques et pratiques d'Israël qui violaient les droits de l'homme du peuple palestinien dans les territoires occupés, et avait réaffirmé que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, s'appliquait aux territoires palestiniens et autres territoires occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et avait demandé à Israël de se conformer immédiatement et scrupuleusement à la Convention.
5. Le Secrétaire général lui-même avait exprimé à plusieurs reprises sa préoccupation au sujet de la situation dans les territoires occupés. Ses vues restaient celles qu'il avait exprimées dans son rapport au Conseil de sécurité en date du 21 janvier dans lequel il avait formulé un certain nombre de recommandations relatives à la sécurité et à la protection des Palestiniens habitant les territoires et avait appelé tout particulièrement l'attention sur les obligations d'Israël aux termes de la quatrième Convention de Genève. L'évolution de la situation dans les territoires avait fait ressortir, plus clairement que jamais, la nécessité d'un règlement d'ensemble, juste et durable reposant sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et tenant pleinement compte des droits légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination.

6. Un autre élément extrêmement important pour l'Organisation des Nations Unies était l'adoption par les Etats-Unis du Foreign Relations Authorization Act, fiscal years 1988 and 1989 (loi d'ouverture de crédits pour les affaires étrangères, exercices budgétaires 1988 et 1989), dans la mesure où ce texte affectait les arrangements actuels en vigueur à New York concernant la Mission d'observation de l'OLP. L'Assemblée générale avait réaffirmé que la Mission permanente d'observation de l'OLP auprès de l'Organisation des Nations Unies était couverte par les dispositions de l'Accord de Siège, que l'OLP avait le droit d'établir et de maintenir des locaux et des installations de fonction adéquates et que le personnel de la mission devait pouvoir entrer aux Etats-Unis et y demeurer pour s'acquitter de ses fonctions officielles. L'Assemblée avait aussi réaffirmé qu'un différend existait entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique quant à l'interprétation ou à l'application de l'Accord de Siège et que la procédure de règlement des différends prévue à la section 21 de l'Accord de Siège devrait être engagée. Dans son avis consultatif du 26 avril 1988 la Cour a estimé à l'unanimité que "les Etats-Unis, en tant que partie à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, en date du 26 juin 1947, sont tenus, conformément à la section 21 de cet accord, de recourir à l'arbitrage pour le règlement du différend qui les oppose à l'Organisation des Nations Unies". Dans sa résolution 42/232, en date du 13 mai 1988, l'Assemblée avait fait sien l'Avis consultatif de la Cour et avait prié instamment le pays hôte de respecter ses obligations juridiques internationales et de nommer en conséquence son arbitre au tribunal arbitral prévu dans la section 21 de l'Accord de Siège. La communauté internationale souhaitait vivement que ce différend soit réglé conformément aux dispositions de l'Accord de Siège.

7. En attendant le règlement des problèmes politiques fondamentaux, l'Organisation des Nations Unies devait continuer de faire tout ce qui était en son pouvoir pour alléger le sort du peuple palestinien. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) aidait les réfugiés palestiniens depuis près de 40 ans. En dehors de son programme de base, l'Office avait dû organiser des programmes spéciaux d'aide d'urgence au Liban, en 1982, et dans les territoires occupés, en 1988.

8. Les récents événements survenus dans les territoires occupés avaient de nouveau montré qu'il fallait d'urgence trouver une solution au conflit arabo-israélien et à son problème essentiel : la question de Palestine. Il était réconfortant de noter que les efforts soutenus de l'ONU avaient permis de réaliser un quasi-consensus sur les éléments fondamentaux qui étaient nécessaires à un règlement d'ensemble de ce conflit. La communauté internationale était largement convenue que la meilleure façon d'instaurer la paix au Moyen-Orient était de mener des négociations sous les auspices de l'ONU, avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, pour parvenir à un règlement d'ensemble. Ce règlement devait satisfaire trois conditions, à savoir le retrait d'Israël des territoires occupés depuis 1967; le respect et la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, sans subir de menaces ni d'actes de violence; enfin, un juste règlement de la question de Palestine sur la base de la reconnaissance des droits légitimes

du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination. A cet égard, la question de Jérusalem conservait une importance fondamentale. Le Secrétaire général entendait poursuivre la recherche d'un règlement d'ensemble du conflit du Moyen-Orient grâce à des négociations menées sous les auspices de l'ONU.

Déclaration du Président du Séminaire

9. M. Borg Olivier, Président du Séminaire, a souligné que depuis plus de 40 ans l'Organisation des Nations Unies s'évertuait inlassablement à promouvoir une paix juste et durable au Moyen-Orient. Dans le cadre de ces efforts, l'ONU avait créé en 1976 le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le chargeant de prendre des mesures pour que le peuple palestinien puisse exercer en Palestine ses droits inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination, le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales et le droit au retour.

10. Dans l'accomplissement de son mandat, le Comité avait formulé en 1976 un ensemble de recommandations qui comportait un plan en deux phases devant permettre aux Palestiniens de retrouver leurs foyers et leurs biens, l'établissement d'un calendrier pour l'évacuation par les forces israéliennes des territoires occupés et une réaffirmation du droit intrinsèque des Palestiniens à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté nationales. Par sa résolution 31/20 du 24 novembre 1976, l'Assemblée générale avait fait siennes les recommandations du Comité, "comme base de règlement de la question de Palestine". L'Assemblée générale avait fait siennes ces recommandations à nouveau chaque année depuis 1976, à une majorité de plus en plus importante, sans que celles-ci puissent néanmoins être appliquées, le Conseil de sécurité n'ayant pas été en mesure d'y donner suite.

11. La majorité écrasante de la communauté internationale souhaitait que prennent fin la longue tragédie du peuple palestinien et les inutiles effusions de sang du Moyen-Orient, mais les efforts faits pour résoudre ce problème particulièrement complexe étaient restés vains, avec les dangereuses répercussions que cela pouvait avoir sur la paix et la sécurité internationales. Cette situation était particulièrement claire depuis le 9 décembre 1987, date à laquelle les Palestiniens s'étaient soulevés dans les territoires occupés pour protester contre l'occupation israélienne. Ce soulèvement avait confirmé, sans aucun doute possible, que les Palestiniens étaient résolus à résister et à s'opposer à la domination et à l'occupation israéliennes. Ils menaient une action désespérée pour préserver leur identité et leur patrie. Ce faisant, le peuple palestinien cherchait à exercer ses droits inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant qui lui soit propre.

12. Dans cette atmosphère de crise aiguë, les autorités militaires israéliennes répondaient par la terreur et les effusions de sang. La communauté internationale avait été témoin d'actes de violence et de brutalité commis à Gaza et sur la Rive occidentale, de la profanation de lieux saints, de pratiques intolérables des forces d'occupation, en violation de la quatrième Convention de Genève et des résolutions du Conseil de sécurité, de châtiments collectifs, d'actes d'humiliation, d'arrestations arbitraires et d'autres actes inhumains et dégradants. Des résidents palestiniens sans arme s'étaient heurtés à des militaires israéliens munis d'un équipement considérable et décidés à mater et à

écraser toute protestation. Des soldats et des colons armés n'hésitaient pas à tirer sur les manifestants. Plus de 200 Palestiniens avaient été tués et un nombre indéterminé d'autres avaient été emprisonnés et détenus. Certains Palestiniens avaient été expulsés et déportés alors que le Conseil de sécurité avait demandé, dans ses résolutions, qu'Israël s'abstienne de déporter des civils palestiniens des territoires occupés.

13. Il était plus urgent que jamais que l'Organisation des Nations Unies s'acquitte de ses responsabilités politiques et morales vis-à-vis du peuple palestinien et qu'elle redouble d'efforts pour faire cesser ses souffrances en promouvant une paix d'ensemble, juste et durable dans la région. Le Comité était d'avis que si aucun progrès tangible n'était réalisé pour régler ce problème dans un avenir rapproché, la situation se dégraderait encore avec des conséquences imprévisibles pour les peuples et les pays en cause.

14. Il était encourageant de noter que la communauté internationale, dans sa quasi-totalité, était favorable à la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Cette opinion s'exprimait non seulement à l'ONU mais aussi dans les décisions et déclarations d'un grand nombre d'organismes intergouvernementaux, tels que, tout récemment, la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de la Conférence islamique, le Mouvement des pays non alignés et la Communauté économique européenne, ainsi que dans les déclarations de nombreux pays. Les ONG qui s'intéressaient activement à la question de Palestine étaient aussi favorables à la convocation de la Conférence.

15. Le Secrétaire général de l'ONU a indiqué qu'il était résolu à poursuivre ses efforts en vue de la convocation de la Conférence. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien allait poursuivre ses efforts dans le même sens, en particulier en mobilisant l'opinion publique et en recueillant l'appui de gouvernements de toutes les régions. Le Comité était fermement convaincu que seule l'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité qui avait été prié de faciliter l'organisation de la Conférence, pouvaient offrir un cadre juridique et politique acceptable aux parties au conflit ainsi qu'à la grande majorité de la communauté internationale, ce qui permettrait le bon déroulement de négociations dans le respect absolu des principes internationalement reconnus et sur la base de l'égalité de toutes les parties en cause.

Message du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine

16. M. Zehdi L. Terzi, Observateur permanent de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies a donné lecture d'un message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine. Il était souligné dans ce message que par ce soulèvement (intifada) les Palestiniens manifestaient leur rejet de l'occupation israélienne et leur volonté de mettre fin à cette occupation pour que le peuple palestinien puisse retrouver et exercer ses droits nationaux inaliénables. Par l'intifada, le peuple palestinien s'élevait contre la politique de la "poigne de fer" d'Israël qui correspondait à une politique visant délibérément à terroriser les Palestiniens et à saper leur volonté nationale pour étouffer leur cause et nier leurs droits nationaux.

17. Alors même que la communauté internationale ainsi que les forces éprises de paix et de liberté soutenaient le juste combat mené par le peuple palestinien pour faire cesser l'occupation israélienne, le Gouvernement des Etats-Unis donnait son aval au terrorisme d'Etat et à la répression pratiqués par Israël. Le Gouvernement des Etats-Unis soutenait les mesures visant à dénier au peuple palestinien ses droits inaliénables et poursuivait l'exécution de plans et projets visant à consolider l'occupation et à court-circuiter le peuple palestinien et son seul représentant, l'OLP. Le Gouvernement des Etats-Unis prenait en outre des mesures législatives pour mettre en oeuvre des dispositions interdisant à l'OLP d'exercer ses activités et empêchant le peuple américain de l'appuyer. Les efforts visant à fermer les portes de la Mission d'observation de l'OLP auprès de l'ONU constituaient une violation flagrante de l'Accord de Siège.

18. Le peuple palestinien poursuivait son juste combat pour mettre fin à l'occupation israélienne et pour retrouver ses droits inaliénables, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination et le droit d'établir un Etat palestinien indépendant. Le meilleur moyen de parvenir à une paix équitable dans la région était de convoquer la Conférence internationale de la paix conformément aux résolutions 38/58 C et 41/43 D, sous les auspices de l'ONU et en son sein, avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de toutes les parties au conflit du Moyen-Orient, y compris l'OLP, qui serait placée sur un pied d'égalité avec les autres parties. Toute autre solution ne ferait que compliquer la situation et que multiplier les crises dans la région.

Autres déclarations

19. M. Ahmad Farouk Arnouss, Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, M. Jai Pratap Rana, Président par intérim du Comité spécial contre l'apartheid, M. Samir Mansouri, Observateur permanent adjoint de la Ligue des Etats arabes auprès de l'ONU, M. A. Engin Ansay, Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'ONU et Mme Monica Noshandi, Observateur permanent adjoint de la SWAPO auprès de l'ONU ont aussi fait des déclarations lors de la séance d'ouverture.

20. A la 3e séance, l'Observateur de l'African National Congress d'Afrique du Sud, M. Ernest Fred Dube a fait une déclaration.

Message envoyé par le Séminaire

21. Le Séminaire a adopté un message adressé à M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP (voir annexe I).

II. TABLES RONDES

22. Deux tables rondes ont été organisées. Les thèmes et les intervenants de ces tables rondes étaient les suivants :

a) Table ronde I : "Le soulèvement dans les territoires palestiniens occupés : la nécessité de convoquer d'urgence la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée

générale des Nations Unies" : M. Ibrahim Abu-Lughod (Palestinien), M. William H. Barton (Canada), M. Paul McCloskey (Etats-Unis), M. Mattityahu Peled (Israël), M. V. P. Vorobyov (Union des Républiques socialistes soviétiques).

b) Table ronde II : "Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine" : M. Yusif Sayegh (palestinien).

Pour des raisons indépendantes de sa volonté, M. Yusif Sayegh n'a pu participer au Séminaire et son exposé a été lu par l'Observateur permanent de l'OLP auprès de l'Organisation des Nations Unies.

23. Les experts participant à ces tables rondes ont décidé d'établir des résumés des communications qui avaient été faites et des débats qui avaient eu lieu sur ces deux thèmes. Le Séminaire a décidé d'inclure ces résumés dans le présent rapport.

Table ronde I : "Le soulèvement dans les territoires palestiniens occupés : la nécessité de convoquer d'urgence la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale des Nations Unies"

24. La Conférence internationale sur la question de Palestine, tenue à Genève en 1983, avait adopté une déclaration et un programme d'action. Tant la Déclaration de Genève que la résolution 38/58 C avaient énoncé de façon éloquente les objectifs de la Conférence, à savoir parvenir à un règlement d'ensemble juste et durable du conflit arabo-israélien. L'une et l'autre avaient défini les éléments politiques devant servir de lignes directrices pour aboutir à ce règlement.

25. En acceptant les dispositions de la résolution 38/58 C, l'OLP avait offert un compromis et fait preuve en général de souplesse afin que puisse s'instaurer la paix souhaitée au Moyen-Orient.

26. La résolution 38/58 C de l'Assemblée générale avait été adoptée le 13 décembre 1983 mais aucune conférence internationale de la paix n'avait été convoquée. Israël, avec le soutien des Etats-Unis, avait pu empêcher depuis plus de quatre ans et demi la convocation d'une telle conférence. Cependant le courage et le désespoir manifestés par des milliers de jeunes Palestiniens des territoires occupés avaient finalement attiré l'attention de la communauté internationale sur le caractère injuste d'une occupation militaire de 21 ans qui violait les résolutions des Nations Unies et le droit international.

27. La brutalité, l'arrogance et l'iniquité d'Israël ne faisaient plus de doute. Les droits des Palestiniens à la justice ne pouvaient plus être niés. Il était moins clair qu'une action diplomatique serait menée qui réponde au courage, aux souffrances et aux sacrifices du peuple palestinien et permette de progresser vers la convocation d'une conférence internationale de la paix qui soit fructueuse.

28. La cause immédiate du soulèvement tenait aux humiliations et aux actes de brutalité pure et simple pratiqués dans le cadre de la politique de la "poigne de fer" adoptée par le Gouvernement israélien. Depuis trois ans que cette politique était appliquée, le nombre des déportés, des maisons démolies et des incarcérations administratives avait triplé par rapport aux sept années précédentes, sans parler

des multiples décès inexplicables de Palestiniens, des coups de feu tirés au hasard sur des civils palestiniens et des humiliations constamment infligées aux Palestiniens dans les territoires occupés.

29. Le soulèvement durait depuis sept mois malgré la brutalité des moyens de répression employés par Israël. Il avait déjà parfaitement réussi à remettre en cause les plans arrogants d'Israël et à manifester de nouveau la volonté bien arrêtée du peuple palestinien de jouir de ses droits nationaux inaliénables. Entre le début du soulèvement, le 9 décembre 1987, et la fin mai 1988, près de 300 Palestiniens des deux sexes et de tous âges avaient été tués par les troupes israéliennes. Plus de trois mille autres avaient été blessés ou mutilés, pas moins de 12 000 Palestiniens avaient été torturés et incarcérés et les troupes israéliennes avaient rasé au bulldozer un nombre incalculable de maisons.

30. Le soulèvement populaire dans les territoires palestiniens occupés avait remporté un succès remarquable que seul le Gouvernement israélien pouvait nier. Il avait prouvé qu'il ne pouvait y avoir de règlement que sur la base de la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination sur la Rive occidentale, y compris la partie orientale de Jérusalem, et dans la bande de Gaza. C'était cette solution que préconisaient presque tous les jours les manifestants palestiniens dans les territoires occupés. Il ne s'agissait pas d'un simple slogan, mais d'une constatation de fait car la Rive occidentale, Gaza et la partie orientale de Jérusalem étaient devenues palestiniennes puisque l'occupation israélienne ne pouvait plus s'y manifester de la même manière qu'au cours des quelque 21 années précédentes. Le seul signe de cette occupation était désormais la présence de l'armée israélienne et la brutalité avec laquelle elle cherchait désespérément, mais en vain, à écraser le soulèvement.

31. La diversité et la dureté des conditions socio-politiques, économiques et juridiques dans lesquelles les Palestiniens vivaient sur leur propre sol visaient à les placer dans une situation objective de subordination et de sujétion permanentes vis-à-vis d'un Etat qui se considérait comme le souverain du peuple juif. Pour réussir dans cette entreprise, Israël avait dû adopter des politiques et des mesures visant à promouvoir la désintégration des structures de base de la société palestinienne et à saper les fondements de la cohésion culturelle de cette société.

32. En conférant une forme de pouvoir aux Palestiniens occupés ou en exil, le soulèvement avait déjà sérieusement ébranlé la structure fondamentale de l'occupation militaire et l'appareil politique qui s'y rattachait; il avait aussi largement contribué à susciter de nouvelles structures sociales, économiques et politiques qui avaient une autorité considérable et qui se substituaient à celles, dépassées, de l'occupation. Cette nouvelle situation avait une fois de plus permis de replacer la question de Palestine au centre du débat sur le conflit au Moyen-Orient et avait ravivé les préoccupations des diverses parties au conflit.

33. Il était manifeste que si Israël pouvait poursuivre sa politique d'occupation et de répression des Palestiniens, c'était en grande partie parce qu'il bénéficiait du soutien direct, matériel, moral et politique des Etats-Unis et de certains de leurs alliés. Il était tout aussi clair que si l'armée israélienne pouvait continuer d'occuper la Rive occidentale et Gaza c'était en grande partie parce que les Etats-Unis assumaient le coût matériel de cette occupation.

34. La politique israélienne partait du postulat qu'Israël l'emportant sur le plan de la force militaire, pouvait exiger la reddition sans conditions des Palestiniens pour accepter de discuter d'un règlement au conflit. Le Gouvernement israélien et de nombreux habitants de ce pays n'avaient toujours pas compris qu'aucune partie à ce conflit n'était plus forte que l'autre. Il faudrait manifestement beaucoup plus de souffrances avant qu'Israël n'admette cet élément essentiel qui était apparu si clairement au cours des quarante années d'existence d'Israël.

35. Une fois qu'Israël comprendrait que le problème ne pouvait être réglé par une politique d'affrontement, un règlement négocié devrait être possible. Ces négociations auraient lieu dans le cadre de la Conférence internationale de la paix, organisée sous les auspices de l'ONU, conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale.

36. Les problèmes de base qui opposaient Israël et ses voisins arabes paraissaient insolubles. Il fallait, d'une part, obtenir du côté arabe la reconnaissance de la légitimité de l'Etat d'Israël et l'assurance de frontières sûres et reconnues. D'autre part, il fallait, avant tout, que les Israéliens reconnaissent que les Palestiniens, tout comme eux-mêmes, avaient des droits légitimes qui n'avaient pas été satisfaits. Pour ce faire, il faudrait non seulement qu'Israël renonce à occuper la bande de Gaza et la Rive occidentale mais aussi que soient réglées des questions telles que les colonies de peuplement juives dans les territoires occupés ainsi que l'annexion de la partie orientale de Jérusalem et des hauteurs du Golan. En outre, Israël aurait à reconnaître le droit du peuple palestinien à choisir son propre agent de négociation.

37. L'opinion israélienne était profondément divisée sur ce qu'il y avait lieu de faire dans les circonstances actuelles, et il y avait des divergences de vues au sein du Gouvernement même quant à l'opportunité de participer à une conférence de la paix. Les arguments de ceux qui faisaient état des obstacles apparemment insurmontables à la paix étaient contrés par la marée montante du refus d'accepter plus longtemps les conditions de vie intolérables de l'occupation exprimé par les résidents palestiniens des territoires occupés. La conjonction de ce fait et de la reconnaissance de la futilité ultime des efforts faits pour maintenir une suzeraineté sur un territoire où les Israéliens étaient démographiquement distancés, avait pour la première fois amené de nombreux citoyens israéliens à s'interroger sérieusement sur la sagesse de la politique de leur gouvernement. Les mêmes doutes avaient été exprimés au sein d'importantes communautés juives des pays occidentaux dont le soutien politique et financier était essentiel à Israël.

38. Les événements survenus dans la région, et en particulier ceux qui avaient une influence sur le sort des Palestiniens, avaient donné un caractère d'urgence à la convocation, sous les auspices de l'ONU, de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Les intérêts vitaux des peuples du Moyen-Orient, ainsi que les intérêts de la paix et de la sécurité internationales commandaient de toute urgence qu'un règlement soit apporté au conflit arabo-israélien. Certes, il y avait plusieurs dimensions au conflit, mais c'étaient la souffrance du peuple palestinien et l'injustice dont il était victime qui étaient au coeur de ce conflit. L'instauration d'une paix durable dans la région passait obligatoirement par une solution juste de la question de Palestine.

39. La position palestinienne continuait d'être positive, postulant la possibilité de la coexistence sur un pied d'égalité de deux peuples, les Arabes palestiniens et les Juifs israéliens, sur la terre de Palestine. Elle prévoyait la cessation inconditionnelle de l'occupation militaire de la Rive occidentale et de Gaza par Israël, la création d'un Etat palestinien en Palestine et un règlement du problème national du peuple palestinien conforme aux principes de la légitimité internationale. Il était clair que le peuple palestinien était attaché à ce programme politique et décidé à poursuivre sa réalisation par tous les moyens légitimes offerts à un peuple colonisé.

40. Une solution juste et durable devait reposer sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination et exigerait nécessairement la fin de l'occupation par Israël des territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés. Le règlement et les modalités de sa mise en oeuvre ne pouvaient être imposés ni par la force armée ni par de tiers partiels susceptibles de pouvoir exercer des pressions politiques. La Conférence internationale de la paix, mécanisme de représentation de la communauté internationale, serait le forum où les adversaires pourraient éventuellement se rapprocher et qui pourrait garantir le règlement pacifique et global auquel la région aspirait en vain.

41. La question de Palestine avait été indissolublement liée aux activités de l'ONU. Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale avait adopté la résolution 181 (II) aux termes de laquelle il était mis fin au mandat britannique et créé deux Etats, un Etat arabe et un Etat juif. Jérusalem devait être constituée en corpus separatum sous un régime international spécial. L'unité économique et la sauvegarde des droits fondamentaux devaient être assurées. Mais, plus de 40 ans après son adoption, la résolution n'était toujours pas appliquée intégralement. Elle ne l'avait été que pour ce qui concernait la création d'Israël.

42. Il a été dit que la légitimité du droit des Palestiniens à l'autodétermination et à un Etat palestinien découlait de la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1947. Il n'était pas possible de préconiser la création d'un Etat palestinien sans accepter la légitimité d'un Etat israélien, au moins à l'intérieur des frontières fixées par l'ONU en 1947. La résolution 38/58 C, sur laquelle la Conférence internationale devrait reposer, avait explicitement cité les droits des Palestiniens, à savoir le droit au retour, le droit à l'autodétermination, et le droit d'établir un Etat indépendant en Palestine. Le seul droit d'Israël était aussi explicitement défini dans la même résolution : le droit de tous les Etats de la région d'exister à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. Une conférence sur le Moyen-Orient devrait commencer par accepter ces résolutions des Nations Unies et reconnaître que les Israéliens et Palestiniens avaient, les uns comme les autres, droit à des Etats indépendants à l'intérieur des frontières de l'ancien Mandat palestinien à l'ouest du Jourdain.

43. On a mentionné à plusieurs reprises la déclaration faite le 7 juin 1988 par M. Bassam Abu Sherif, conseiller du Président Yasser Arafat, au sujet des chances d'un règlement israélo-palestinien. Il était notamment dit dans cette déclaration que s'il y avait le moindre doute quant au droit de l'OLP de parler au nom des Palestiniens, la question devrait leur être posée dans un référendum sous supervision internationale. Il était également dit ceci : "quant aux craintes

selon lesquelles un Etat palestinien serait une menace pour son voisin ... les Palestiniens seraient prêts à envisager l'idée d'une brève période de transition, mutuellement acceptable, durant laquelle les territoires palestiniens occupés seraient placés sous régime de mandat international qui les guiderait vers le statut d'Etat palestinien démocratique. Par ailleurs, les Palestiniens accepteraient - réclameraient en fait - des garanties internationales pour la sécurité de tous les Etats de la région, y compris la Palestine et Israël. ... Les Palestiniens ... accueilleraient favorablement toute mesure raisonnable qui favoriserait la sécurité de leur Etat et de ses voisins, y compris le déploiement d'une force tampon des Nations Unies du côté palestinien de la frontière israélo-palestinienne." La réaction du Premier Ministre d'Israël avait été que cette proposition n'apportait aucun élément nouveau. Les Etats-Unis avaient eu une réaction plus modérée et avaient demandé la preuve que cette proposition et les autres idées avancées dans le document émanaient effectivement des dirigeants de l'OLP.

44. Le point de vue du Canada a été exposé au Séminaire. Selon le Canada, toute conférence internationale du type envisagé devait avoir pour objet de favoriser le règlement des problèmes pour lesquels elle avait été convoquée. Par conséquent, une conférence internationale de la paix ne devait être convoquée que lorsque la situation entre les parties serait parvenue à un stade où la conférence accroîtrait les chances de parvenir à une forme de règlement. Les Canadiens doutaient qu'il soit utile de proposer la convocation d'une telle conférence alors que le mandat envisagé pour celle-ci était manifestement considéré comme désavantageux pour les intérêts vitaux d'une ou de plusieurs des principales parties. Toutefois, les deux parties à la plupart des différends avaient certaines prétentions légitimes et les Canadiens n'étaient pas convaincus que les résolutions de l'Assemblée générale qui demandaient la convocation d'une conférence de la paix dont le mandat était jugé partial par une des parties contribuaient au processus de recherche de la paix.

45. Lorsque la conférence serait convoquée il était essentiel qu'elle ait une personnalité et une crédibilité telles qu'elle puisse surmonter les obstacles qu'elle ne manquerait pas de rencontrer. Les participants devraient veiller à ce que son équité et son impartialité soient évidentes pour tous. Certains signes donnaient présentement à penser qu'on était davantage disposé que par le passé à envisager le degré de coopération nécessaire; au cours des mois à venir il faudrait que la communauté internationale encourage et renforce cette tendance. Toutes les parties devraient faire preuve d'une grande patience et d'un esprit de compromis.

46. La recherche d'un règlement au Moyen-Orient occupait une place prioritaire parmi les problèmes régionaux brûlants. Les nouvelles orientations en matière de politique mondiale, inspirées d'une nouvelle réflexion politique, constituaient un important préalable au règlement du conflit. C'était ainsi que l'humanité avait fait un premier grand pas sur la voie de l'élimination des armes nucléaires et ces orientations nouvelles avaient permis d'amorcer le processus d'un règlement politique en Afghanistan. C'étaient là de bons exemples à suivre pour régler d'autres conflits régionaux.

47. La majorité des Etats ainsi que d'importants organismes intergouvernementaux, dont l'OLP, les Etats arabes, le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation de la Conférence islamique, la Communauté européenne, les pays nordiques, l'URSS, la Chine et d'autres pays socialistes

avaient vivement appuyé et approuvé la tenue d'une Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, placée sous les auspices de l'ONU et à laquelle participeraient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que toutes les parties au conflit, y compris l'OLP qui serait placée sur un pied d'égalité avec les autres. Des ONG attachées à la paix et à la justice au Moyen-Orient s'étaient également prononcées pour la convocation de la conférence.

48. La position de l'URSS a également été exposée au Séminaire. Dans sa recherche d'un règlement du conflit arabo-israélien, le Gouvernement soviétique se fondait sur la notion d'un règlement d'ensemble couvrant tous les aspects fondamentaux du conflit et tenant compte des intérêts de toutes les parties en cause, y compris le peuple palestinien. Ce règlement devait comporter le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés en 1967, le règlement de la question de Palestine et surtout l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination ainsi que la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité.

49. Un obstacle majeur à la recherche d'un règlement d'ensemble du conflit arabo-israélien était la position d'Israël ou plutôt de son gouvernement actuel. Suivant en cela une doctrine archaïque, ce gouvernement continuait de favoriser l'occupation des territoires arabes et de rechercher la "solution" du problème palestinien par des moyens militaires et par la force. Mais cette position du Gouvernement israélien était de plus en plus contredite non seulement par l'évolution actuelle des mentalités mais aussi par les intérêts du peuple israélien lui-même.

50. Même si Israël n'était pas entièrement convaincu de l'utilité de cette conférence et si les Etats-Unis n'étaient pas encore favorables à la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, en application de la résolution 38/58 C de l'Assemblée, en fait la situation internationale d'ensemble était très favorable à la réussite de ce projet. Il était en outre encourageant de noter que les relations entre les Etats-Unis et l'URSS semblaient s'être améliorées et que les pays membres de la Communauté européenne avaient reconnu qu'ils se devaient d'encourager la recherche d'une solution. Il fallait que tous les gouvernements fassent d'urgence des efforts concrets et constructifs supplémentaires pour que la conférence soit convoquée sans plus tarder et qu'elle se tienne avant la fin de 1988. Il fallait espérer que l'assainissement du climat international permettrait de réaliser des progrès tangibles en vue du règlement politique du conflit arabo-israélien et de son élément essentiel, la question de Palestine.

Table ronde II. "Le rôle de l'Organisation de libération de la Palestine"

51. Le rôle de l'OLP découlait du droit inaliénable des Palestiniens à la Palestine, de leur droit de s'identifier à elle, de vivre sur son sol en tant que communauté et entité nationale dotée de sa propre structure sociale et de sa propre vie économique. Il découlait de la volonté collective des Palestiniens, de ceux qui étaient soumis à l'occupation et de ceux de la diaspora, que l'OLP était et continuait d'être leur seul représentant légitime. Ces deux facteurs étaient la source de la légitimité de l'OLP et l'élément déterminant du rôle complexe qu'elle était appelée à assumer. Les antécédents de l'OLP avaient confirmé et renforcé

cette légitimité et lui avait acquis la reconnaissance, d'abord par tous les Etats arabes et, par la suite, par plus d'une centaine d'autres Etats, de sa qualité de seul représentant légitime des Palestiniens. Israël, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud avaient fait exception.

52. Les structures de l'OLP visaient à être aussi démocratiques et représentatives que possible. Ce principe avait trouvé son expression la plus éclatante dans le Conseil national palestinien (CNP) qui assurait la représentation la plus large possible de la réalité géographique, fonctionnelle, idéologique et politique, intellectuelle et socio-économique du peuple palestinien. La reconnaissance ferme et inébranlable, par les Palestiniens soumis à l'occupation, de l'OLP comme leur seul représentant légitime, acquérait d'autant plus de sens et de valeur qu'elle se manifestait et s'exprimait ouvertement au défi de la répression brutale et des tergiversations israéliennes.

53. Il était tout à fait naturel que l'OLP fût appelée à assumer et s'efforçât d'assumer un rôle multiple, non seulement au sein de la communauté palestinienne mais aussi dans le cadre de la communauté des Etats arabes comme dans celui de la communauté internationale. Ce rôle pouvait se définir comme suit :

- a) Préserver, approfondir et consolider le sens de l'identité palestinienne;
- b) Tisser à nouveau la trame d'une société palestinienne;
- c) Répondre aux besoins fondamentaux des Palestiniens;
- d) Offrir des possibilités d'enseignement et de formation aux jeunes Palestiniens et apporter un appui et des encouragements aux Palestiniens de la génération précédente, déjà formés, pour qu'ils soient des membres productifs des sociétés et des économies dans lesquelles ils vivent et travaillent ou dans lesquelles ils espèrent travailler, et du futur Etat palestinien;
- e) Comprendre la lutte armée en vue de la libération. L'OLP savait parfaitement bien que la lutte armée, l'activité politique et diplomatique et un mélange bien dosé de toutes ces formes de lutte avaient chacun leur temps et leur place. Elle savait également que la lutte armée était une démarche de dernier recours grâce à laquelle bien souvent, l'action politique et diplomatique devenait nécessaire, possible et crédible.
- f) Appuyer et entreprendre une action politique afin que les Palestiniens actuellement dans la diaspora puissent regagner leur patrie, jouir de l'indépendance et avoir un Etat;
- g) S'acquitter des responsabilités complexes et de grande portée qui lui incombent dans le domaine des relations internationales et qui sont de caractère politique, diplomatique, économique et culturel ou ont des incidences de cette nature;
- h) Agir directement ou intervenir pour obtenir une aide pour les Palestiniens dans les domaines économique, politique, diplomatique ou dans celui de l'éducation;

i) Contester certaines propositions ou formules politiques de nature à obscurcir les problèmes ou allant à l'encontre du but recherché, présentées comme lignes directrices ou cadre pour le règlement du problème palestinien. En l'espèce, les propositions ou formules constituaient une atteinte aux droits fondamentaux des Palestiniens ou une violation de ces droits ou auraient inévitablement abouti à ce résultat et elles étaient toutes défendues par les Etats-Unis et par Israël.

54. L'une de ces propositions ou formules avait trait à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qui visait essentiellement Israël et les Etats arabes ayant participé à la guerre de juin 1967. Elle ne concernait les Palestiniens que partiellement et sur un plan non politique, dans la mesure où elle ne les mentionnait qu'indirectement, en tant que réfugiés. Elle n'évoquait ni la situation politique tragique des Palestiniens qui avaient été dépossédés, déracinés et déplacés, ni leur droit fondamental à l'autodétermination.

55. Un autre cas où des limitations rigoureuses avaient été imposées à l'exercice par les Palestiniens de leur droit politique naturel et fondamental d'avoir une nation et un Etat concernait les clauses de l'Accord de Camp David conclu entre l'Egypte et Israël, avec l'encouragement des Etats-Unis. Cet accord prévoyait l'autonomie des Palestiniens, et ce terme était interprété par les Israéliens et les Américains comme excluant l'indépendance et la souveraineté, ainsi que le droit de gérer et de protéger le pays et ses ressources en eau.

56. Le troisième exemple d'obscurcissement délibéré des problèmes concernait l'intérêt manifesté par les Etats-Unis pour "l'amélioration de la qualité de la vie des Palestiniens" dans les territoires occupés. Or, ce qu'il fallait essentiellement, c'était assurer à la population la possibilité d'avoir le contrôle de sa propre activité économique, de développer son économie et de protéger ses ressources. Ni les Etats-Unis ni Israël n'avaient prévu que les Palestiniens auraient les idées aussi claires et sauraient faire la différence entre la capacité réelle de développement de leur économie nationale et une pseudo-amélioration de leur sort.

57. L'OLP ne pouvait s'acquitter facilement ni de façon suivie de ses tâches multiples; des obstacles et des difficultés limitaient sa capacité d'assumer ses responsabilités efficacement et de façon satisfaisante. Les plus importants de ces obstacles concernaient la difficulté de concilier la notion de "révolution" et celle d'"Etat" ou gouvernement, le manque de ressources financières de l'OLP, la dispersion des Palestiniens, la nécessité, en dépit des difficultés, d'agir simultanément dans des contextes et des environnements politiques très différents, la nécessité de parvenir à un équilibre dans de nombreuses situations où différentes forces exerçaient une pression dans des directions opposées, enfin, et c'était là l'obstacle le plus redoutable, l'alliance entre Israël et les Etats-Unis.

58. L'OLP n'avait guère de possibilités de s'opposer à toutes les mesures israéliennes d'expropriation et de répression. Mais elle pouvait, effectivement, dénoncer les divers aspects de l'idéologie, des attitudes, des politiques et des mesures israéliennes par lesquelles les objectifs de l'Etat et de la société se transformaient en souffrances bien réelles pour les Palestiniens. Elle le faisait de diverses façons au niveau international, dans les différents pays et au sein du

système des Nations Unies. Mais la dénonciation la plus efficace était la résistance même des Palestiniens résidant dans les territoires occupés. Le soulèvement que ceux-ci avaient lancé le 9 décembre 1987 constituait la réaction la plus récente, mais aussi la plus large, la plus suivie et la plus effective aux mesures israéliennes de coercition et de répression, et surtout à l'occupation et à l'usurpation des droits nationaux et politiques des Palestiniens.

59. Malgré la réalité et l'ampleur des obstacles et des difficultés rencontrés pour s'acquitter de son rôle dans ses multiples aspects, l'OLP pouvait invoquer et mobiliser un certain nombre d'éléments de force réels et non négligeables, dont :

a) La détermination du peuple palestinien et le fait qu'il soit prêt à accepter souffrances et sacrifices pour atteindre ses objectifs et reconquérir ses droits politiques, sociaux et économiques;

b) Le nombre considérable et croissant de sympathisants de la cause palestinienne dans la région arabe et au-delà. Ces sympathisants constituaient un fonds extrêmement précieux et hautement apprécié de soutien moral et politique pour le peuple palestinien dans son ensemble et pour l'OLP elle-même;

c) La détermination avérée du peuple palestinien, exprimée par sa lutte continue de libération et par sa capacité de faire face à l'invasion massive du Liban en 1982;

d) L'existence, chez les Palestiniens, des qualités nécessaires à la création d'une nation, y compris la conscience d'une identité nationale, une conscience politique et la volonté de lutter, malgré les difficultés, la diaspora et le passage des années;

e) Le fait que les Palestiniens soient prêts à accepter un règlement qui ne donne que partiellement satisfaction à leurs droits et leurs demandes, à condition qu'il répare une part raisonnable des torts que la création d'Israël leur a causés;

f) Le dynamisme et la capacité de manoeuvre de la direction de l'OLP et sa patience, son réalisme et sa détermination.

60. L'OLP, en tant que seul représentant légitime du peuple palestinien, avait pleinement mérité son rôle multiforme et le droit et le devoir de s'en acquitter. Il était donc naturel, juste, logique et essentiel qu'elle participe pleinement et activement à toute conférence internationale habilitée à examiner un règlement du problème palestinien, sur un pied d'égalité avec les autres participants régionaux.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

61. Le Séminaire a exprimé la profonde préoccupation que lui inspirait la dangereuse situation qui règne à présent au Moyen-Orient. Les intérêts vitaux de tous les Etats et peuples de la région, et les intérêts de la paix et de la sécurité internationales ne pouvaient être défendus que par un règlement d'ensemble juste et durable du conflit arabo-israélien, et du problème qui est au coeur de celui-ci, la question de Palestine, sur la base des résolutions des Nations Unies et sous les auspices de l'ONU.

62. Le soulèvement palestinien dans les territoires occupés qui a débuté il y a sept mois a confirmé que les Palestiniens sont décidés à rejeter et repousser la domination et l'occupation israéliennes. En dépit des actions extrêmement cruelles perpétrées par Israël pour y mettre fin, y compris l'emploi de la force brute contre des femmes et des enfants, le soulèvement palestinien, plus que toute autre action antérieure, avait manifestement réussi à remettre en cause les plans et les politiques de domination d'Israël et à manifester de nouveau la ferme volonté du peuple palestinien de jouir de ses droits inaliénables. Le peuple palestinien est en lutte pour préserver et protéger son identité et sa terre ainsi que pour jouir de nouveau, en toute liberté, de ses droits nationaux inaliénables tels que le droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement en Palestine d'un Etat indépendant qui lui soit propre.

63. La politique israélienne de confiscation des terres palestiniennes et d'expulsion de résidents explique qu'à l'heure actuelle moins de la moitié des 5 millions de Palestiniens vivent dans la Palestine de leurs ancêtres. La diversité et la précarité de la situation socio-politique, économique et juridique qui caractérise l'existence des Palestiniens sur leur propre sol sont délibérées pour créer un état objectif de domination et d'infériorité par rapport à un Etat qui se considère comme l'Etat souverain du peuple juif. Ces politiques israéliennes d'occupation, de domination, de confiscations et d'expulsions expliquent la persistance de la résistance palestinienne.

64. La campagne d'insubordination menée par les Palestiniens dans les territoires occupés, qui a été poursuivie avec un grand courage face à une force militaire écrasante, a fait comprendre aux ressortissants israéliens quel effet destructeur la poursuite de l'occupation avait pour les valeurs de leur société. La conjonction de ce fait et de la constatation de la futilité ultime des efforts tendant à maintenir la suzeraineté israélienne sur des terres où ils sont démographiquement en minorité a, pour la première fois, amené de nombreux Israéliens moyens à s'interroger sérieusement sur la sagesse des politiques de leur gouvernement. Des doutes analogues ont aussi été exprimés au sein d'importantes communautés juives des pays occidentaux, dont l'appui financier et politique est vital pour Israël. Une fois qu'Israël aura compris que le problème ne pourra être résolu par des affrontements, il sera possible de parvenir à un règlement négocié.

65. Le Séminaire a affirmé que le déni de l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien restait au coeur du conflit du Moyen-Orient et qu'il ne serait pas possible d'instaurer dans la région une paix d'ensemble juste et durable si le peuple palestinien ne pouvait exercer pleinement ses droits, y compris le droit au retour, à l'autodétermination et à l'établissement en Palestine d'un Etat qui lui soit propre, et si Israël ne se retirait pas des territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem. Le Séminaire est également convenu que le rôle de l'OLP découle du droit inaliénable des Palestiniens à la Palestine, de leur droit de s'identifier avec elle, et de vivre sur son sol en tant que communauté et entité nationale, avec sa structure sociale et sa vie économique. Ce rôle tient aussi à la volonté collective des Palestiniens, qu'ils résident ou non en Palestine, de considérer l'OLP comme leur seul représentant légitime.

66. Les conditions fondamentales qui doivent être remplies pour mettre fin au conflit arabo-israélien sont les suivantes : a) la reconnaissance et le respect par Israël des droits inaliénables du peuple palestinien qui ont été niés jusqu'ici; b) l'acceptation par les Arabes de l'Etat d'Israël à l'intérieur de frontières internationalement reconnues; c) l'acceptation par Israël de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices de l'ONU et avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de toutes les parties au conflit, ce mécanisme devant permettre de parvenir à un règlement; et d) la reconnaissance par Israël et par d'autres du fait que le peuple palestinien a le droit de participer à la conférence internationale de la paix et de s'y faire représenter par l'OLP, son seul représentant légitime.

67. La communauté internationale est de plus en plus profondément convaincue qu'il faudrait d'urgence apporter un règlement politique immédiat au conflit arabo-israélien et au problème qui est au coeur de celui-ci, la question de Palestine. Les tensions persistantes actuelles pourraient encore être aggravées par l'introduction dans la région d'armes de destruction massive. L'opinion est de plus en plus favorable à la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément à la résolution 38/58 C, cette conférence étant la seule méthode sûre et réaliste pour parvenir à un tel règlement. La résolution 38/58 C réaffirme les droits du peuple palestinien, y compris le droit au retour, le droit à l'autodétermination, et le droit d'établir en Palestine un Etat indépendant ainsi que le droit de tous les Etats de la région d'exister à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues. Cet appui est clairement manifesté dans les positions exprimées par l'OLP, tous les Etats arabes, le Mouvement des pays non alignés, l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation de la Conférence islamique, la Communauté européenne, les pays nordiques ainsi que l'URSS, la Chine et d'autres pays socialistes. Il est encourageant de noter que tous les membres permanents du Conseil de sécurité reconnaissent qu'il ne faut pas laisser la situation traîner plus longtemps.

68. Israël n'est pas encore convaincu de l'utilité de la conférence et les Etats-Unis ne sont pas encore favorables à la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, en application de la résolution 38/58 C de l'Assemblée, mais la situation internationale globale est très favorable à l'accomplissement de cette tâche. De plus, il est encourageant de noter que les relations entre les Etats-Unis et l'URSS semblent s'être améliorées et que les pays membres de la communauté européenne ont reconnu qu'ils se devaient d'encourager la recherche d'une solution. Il est indispensable de faire des efforts supplémentaires pour parvenir à un règlement politique et négocié de ce conflit régional. On a exprimé l'espoir que l'assainissement du climat international pouvait permettre de réaliser des progrès tangibles en vue d'un règlement politique du conflit arabo-israélien et du problème qui est au coeur de celui-ci, la question de Palestine.

69. Le Séminaire a accueilli avec satisfaction et a soutenu les efforts faits par le Secrétaire général et le Conseil de sécurité des Nations Unies pour parvenir à un règlement d'ensemble, juste et durable, du conflit arabo-israélien et en particulier pour faciliter la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. L'attention a été appelée sur le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/19443, du 21 janvier 1988) présenté conformément

à la résolution 605 (1987) du 22 décembre 1987, lequel décrivait la situation existant dans les territoires occupés et indiquait les mesures, y compris éventuellement l'envoi de représentants de l'ONU sur place, que la communauté internationale devait prendre pour atténuer les souffrances du peuple palestinien soumis à l'occupation et pour remédier aux causes de la situation actuelle grâce à un règlement pacifique négocié. Il a été également fait mention du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/43/272) relatif à la situation concernant la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Dans ce contexte, le Séminaire a prié instamment les Gouvernements d'Israël et des Etats-Unis de reconsidérer leurs positions vis-à-vis de la convocation de la conférence, en application de la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale.

70. Le Séminaire a pris note avec satisfaction des efforts faits par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour obtenir la reconnaissance universelle des droits inaliénables du peuple palestinien ainsi que de ses recommandations visant à assurer au peuple palestinien l'exercice de ces droits. Le Séminaire a instamment prié la communauté internationale de maintenir et de renforcer son soutien aux activités et aux efforts du Comité, en particulier ses efforts visant à faciliter la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Simultanément, il faut que tous les pays agissent et apportent leur propre contribution à la convocation de cette conférence.

71. Le Séminaire a unanimement souligné qu'il fallait d'urgence convoquer la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément à la résolution 38/58 C de l'Assemblée. Le Séminaire a demandé instamment que celle-ci soit convoquée avant la fin de 1988.

72. Le Séminaire a estimé que les résultats du récent Sommet arabe d'Alger avaient beaucoup contribué à un règlement du conflit arabo-israélien et de la question de Palestine. Les Etats arabes se sont de nouveau engagés à apporter un soutien politique et économique tangible au soulèvement palestinien. Le Séminaire s'est en particulier félicité du fait que le Sommet avait exprimé un soutien sans réserve pour la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient.

73. Le Séminaire a pris note avec grand intérêt de la déclaration faite par M. Bassam Abu Sherif, Conseiller du Président Yasser Arafat, sur les perspectives d'un règlement du conflit entre Palestiniens et Israéliens.

74. Le Séminaire a exprimé la sérieuse inquiétude que lui inspiraient les efforts faits par les Etats-Unis pour fermer la Mission permanente d'observation de l'OLP auprès de l'ONU. Il a appuyé sans réserve la position exprimée par l'Assemblée générale dans ses résolutions. L'espoir a été exprimé que ce différend entre les Etats-Unis et l'ONU puisse être réglé conformément à la disposition pertinente de l'Accord relatif au Siège et sur la base des principes du droit international. Le Séminaire a exprimé le voeu que les Etats-Unis se conforment à l'article 21 de l'Accord relatif au Siège, comme la Cour internationale de Justice l'a indiqué dans son avis consultatif.

75. Le Séminaire est convenu qu'il faudrait poursuivre et intensifier les efforts faits pour mobiliser les milieux officiels et l'opinion publique en Amérique du Nord, tout particulièrement en ayant recours aux médias et aux activités des ONG nationales et internationales. L'ONU devrait s'efforcer davantage de diffuser des informations concrètes et à jour sur la question de Palestine, sur le sort des Palestiniens sous l'occupation et sur les mesures à prendre pour parvenir à un règlement équitable de la question de Palestine, sur la base de la jouissance par les Palestiniens de leurs droits inaliénables. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des Palestiniens ont un rôle important à jouer dans la diffusion de ces informations.

76. Il importe que les médias contribuent davantage à présenter des informations plus impartiales sur la situation au Moyen-Orient, en particulier sur le sort des Palestiniens ainsi que sur les efforts visant à obtenir la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Les organismes publics, les universités et établissements d'enseignement supérieur, les instituts de recherche, les églises et d'autres institutions religieuses, ainsi que les ONG nationales et internationales, ont un rôle essentiel à jouer dans le façonnement de l'opinion publique, en particulier aux Etats-Unis et au Canada. Il faudrait inviter ces institutions à évoquer davantage et de façon plus impartiale la question de Palestine.

Annexe I

MESSAGE ADRESSE AU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE L'ORGANISATION
DE LIBERATION DE LA PALESTINE PAR LES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE

Nous, les participants au vingtième Séminaire régional des Nations Unies sur la question de Palestine, organisé les 27 et 28 juin 1988 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, tenons à vous remercier sincèrement de votre important et chaleureux message de soutien. A cette heure décisive de la lutte contre la domination et l'occupation israéliennes, nous souhaitons réaffirmer que nous appuyons fermement la cause du peuple palestinien qui, sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine, son représentant légitime, doit pouvoir exercer ses droits nationaux inaliénables au retour en Palestine, à l'autodétermination et à la constitution d'un Etat. Nous espérons sincèrement que ce séminaire contribuera à un règlement juste, durable et global du conflit arabo-israélien, au coeur duquel se trouve la question de Palestine. Le courageux soulèvement palestinien dans les territoires occupés montre de façon toujours plus évidente qu'il est urgent de réunir la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

Intervenants

Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Etats Membres

1...

Cuba	M. Alberto Velazco-San José Représentant permanent suppléant
Egypte	M. Ahmed Aly Aboul Gheit Ministre plénipotentiaire
	M. Shamel Elsayed Nasser Deuxième Secrétaire
Emirats arabes unis	M. Burham Wasfi Hammad Conseiller principal
Equateur	Mme Martha de Whist Premier Secrétaire
Guinée	M. Baasy Camara Conseiller
Guyana	M. David D. Karran Représentant permanent adjoint
Hongrie	M. Miklos Endreffy Représentant permanent adjoint
Inde	M. Pramathesh Rath Conseiller
Indonésie	M. Kristio Wahyono Troisième Secrétaire
Iraq	M. Falih Abdulkadir Hilmi Premier Secrétaire
Jordanie	M. Klaib El-Fawwaz Premier Secrétaire Mission permanente
	M. Ibrahim Awawdeh Deuxième Secrétaire Mission permanente
Liban	M. Nouhad Mahmoud Premier Secrétaire
Malaisie	M. Adnan Othman Deuxième Secrétaire
Malte	M. Alexander Borg Olivier Représentant permanent
Maroc	M. El Hassane Zahid Conseiller

/...

Mauritanie	M. Mohammed Mahmoud Deuxième Conseiller
Mexique	Mme Olga Pellicer Représentant permanent Mme Mercedes Ruiz-Zapata Premier Secrétaire M. Erasmo Martinez Troisième Secrétaire
Niger	M. A. M. Djermakoye Ministre d'Etat Représentant permanent
Nigéria	M. O. Fasehun Conseiller
Pakistan	M. Arif Ayub Conseiller
Philippines	Mme Cynthia B. Guevarra Conseiller ministériel
République arabe syrienne	M. Khalil Abou-Hadid Deuxième Secrétaire
République démocratique allemande	M. Siegfried Schlicke Premier Secrétaire
République socialiste soviétique d'Ukraine	M. Guennadi I. Oudovenko Représentant permanent M. Vladimir Y. Eltschenko Deuxième Secrétaire M. Andrej I. Veselovsky Deuxième Secrétaire Ministère des affaires étrangères
République-Unie de Tanzanie	M. C. K. P. Majengo Conseiller ministériel Mission permanente M. S. Mongella Premier Conseiller Mission permanente
Sénégal	M. Saidou Nourou Ba Chargé d'affaires par intérim

/...

Sierra Leone	M. Tom Obaleh Kargbo Représentant permanent
	M. A. Dennis Turay
Tchécoslovaquie	M. Petr Hala Conseiller
Tunisie	M. Mohammed Salah Tekaya Premier Secrétaire
Turquie	Mme Ebru Barutcu Deuxième Secrétaire
Union des Républiques socialistes soviétiques	M. Mikhail I. Isinaliev Ministre des affaires étrangères RSS Kazakhe
	M. Ovannes A. Aroutunian Ministre des affaires étrangères
Yougoslavie	M. Milisav Paic Conseiller

Etats non membres représentés par des observateurs

Saint-Siège	Frère David A. Carroll Conseiller
-------------	--------------------------------------

Organes de l'ONU

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la
Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

M. Ahmad Farouk Arnouss (République arabe syrienne)

Comité spécial contre l'apartheid

M. Jai Pratap Rana (Népal)

Institutions spécialisées des Nations Unies

Organisation internationale du Travail	M. Georges Minet Directeur adjoint Bureau de liaison de New York
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	M. Frederick H. Weibgen Attaché de liaison
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	Mme Neh Dukuly-Tolbert Attaché de liaison (hors classe)

Organisation mondiale de la santé	Dr Harold Fruchtbaum Consultant
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	M. James Crooke Directeur Bureau de liaison de New York
	M. Hassan H. Bahlouli Directeur adjoint Bureau de liaison de New York

Organismes des Nations Unies

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	M. Madjid Madani Représentant régional adjoint
--	---

Organisations intergouvernementales

Ligue des Etats arabes	M. Clovis Maksoud Observateur permanent
	M. Samir Mansouri Observateur permanent adjoint
	Mme Rihab H. Kanawati Conseiller
	M. Hassan Abdeladaim Attaché
	M. Mohamed Morsi Attaché
Organisation de l'unité africaine	M. N. Karugu Conseiller
Organisation de la Conférence islamique	M. Engin Ansay Observateur permanent
	M. N. S. Tarzi Directeur adjoint et administrateur principal
	M. Mansour Sareh Administrateur

Mouvements de libération nationale

Organisation de libération de la Palestine	M. Zehdi L. Terzi Observateur permanent
	M. Nasser Al-Kidwa Observateur permanent suppléant
	M. Ryad Mansour Observateur permanent adjoint
South West Africa People's Organization	Mme Monica Nashandi Observateur permanent adjoint
African National Congress	M. Ernest Fred Dube Représentant auprès de l'ONU
Pan Africanist Congress of Azania	M. Lesaoana Makhanda Représentant principal

Organisations non gouvernementales

America Israel Council for Israeli-Palestinian Peace	Mme Mary Appelman
America Israel Council for Palestinian Peace	M. Alex Masis
Association of Arab-American University Graduates	Mme Leila Haddad
Church of Humanism	Rév. Joseph Ben-David Rév. Lyle Fieldstone Mme Thea Halo
NAJDA : Women concerned about the Middle East	Mme Alice Kawash
United Church of Christ Office for Church in Society	Mme Lee Ann Betz
Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté	Mme Ruth Sillman Mme Eleanor Otterness
Association mondiale des anciens stagiaires et chargés de travaux de l'ONU	Mme Nadia Sulaiman M. Shariar Rahimi
Congrès du monde islamique	M. Vigar Hamdani M. Issa Nakhleh

